

L'info avant tout

C'était la dernière séance de la mandature 2018/2022... 3 années devenues presque 4, de prorogation en prorogation, de covid en covid. Nous y voilà et les élections approchent.

En attendant, voici [le préalable du SNJ](#), lu en ouverture de séance.

Un préalable suivi d'un hommage rendu à notre consœur Frédérique Harrus, décédée accidentellement quelques jours plus tôt.

Centre de diffusion et d'échanges

Un nouvel épisode du feuilleton CDE qui se terminait ce jour-là par la restitution du rapport du cabinet d'expertise CEDAET, qui comme d'habitude met des mots sur les maux que nous dénonçons depuis des mois. ([Rapport à retrouver ici](#)).

Mais au-delà des conclusions et des préconisations, en séance, vos élus SNJ ont voulu ajouter quelques éléments rarement évoqués par les autres organisations. Nous en avons assez de ces **empilements de projets**, qui sont tous guidés par la même rengaine du « *sens de l'histoire* » (expression régulièrement utilisée par la direction), de la mystique du progrès et qui de fait renverraient nos remarques à des soucis d'un autre âge. Non, il ne s'agit pas du combat des anciens contre les modernes ! **Défendre les intermittents, défendre les titulaires**, à la fois dans leur quotidien mais aussi **alerter sur un avenir incertain professionnellement n'est pas archaïque**, bien au contraire. Nous en avons assez de cette perpétuelle condescendance stratégique qui opposerait une direction sachant à des élus ignorants. Il faut en finir avec cette préhistoire du dialogue social si répandue à France télévisions et ailleurs.

Chargés d'édition France Info

Le SNJ a toujours été aux côtés des chargés d'édition, notamment dans le cadre d'une précédente saisine. A la fois pour dénoncer le **manque de postes** mais aussi la **perte de sens**. La direction veut y répondre en les convertissant en journalistes au travers d'une future fonction de chef d'édition spécialisé, avec des postes à la clé, sans qu'on sache vraiment s'ils seront créés ou redéployés.

Mais pour le SNJ, la solution doit d'abord passer par une remise à plat de l'objet Canal 27 dans toutes ses dimensions et en premier lieu, **adapter l'emploi** à une ligne éditoriale si mouvante depuis sa création.

De plus, si certains pensent que leur situation s'arrangera en devenant ainsi journalistes, nous contestons la formation trop limitée et trop courte. Déontologie, droit de la presse, mais aucune formation autour du reportage par exemple. Le SNJ exige donc une **formation digne de ce nom**. Il est vrai qu'à la création du Canal 27, la direction avait formé les journalistes au montage en un temps record et infamant pour les monteurs professionnels. A l'époque elle parlait de montage simple... voilà donc le journalisme ultra simple... Nous y reviendrons après les élections professionnelles.

Analyse d'un drame – France Télévisions Studio


Autre restitution d'un rapport d'expert ([lire ici](#)), celui qui nous ramenait à la triste période du projet de transfert des salariés de France Télévisions SA vers France Télévisions Studio. Seul le choc autour de la tentative de suicide d'une salariée de Télématin avait conduit à une prise de conscience de la direction qui avait enfin décidé de tout arrêter, renonçant ainsi au transfert forcé des salariés concernés (autour de 80 personnes). Nous joignons à ce compte rendu les éléments de l'expertise, car vous devez pouvoir constater que les nombreux points que les élus SNJ soulignaient sur ce dossier, se retrouvent aujourd'hui en bonne place parmi les conclusions du rapport. Si la direction nous avait écoutés, nous et d'autres organisations syndicales, **un drame aurait pu être évité**. La direction, par l'intermédiaire du directeur des antennes et des programmes Stéphane Sitbon Gomez, est revenue sur les grandes lignes de ce rapport accablant. Et devant les élus qui n'ont pas donné dans la surenchère, le bras droit de Delphine Ernotte a annoncé qu'il n'y aurait pas de TEPI 2 (TEPI étant le nom du projet donné au transfert des émissions et des salariés).

Le SNJ a, pour sa part, résumé ce projet, comme d'autres d'ailleurs, comme ce qu'il ne fallait plus faire et espère que les préconisations autour de la **prévention des gestes suicidaires** seront suivies par la direction.

Le problème n'est pas la conduite du changement mais le nécessaire changement de conduite dans la posture de la direction qui doit cesser d'imposer ces projets à marche forcée.

Le SNJ a, en marge de ce point, demandé à Stéphane Sitbon Gomez de nous informer dès que possible sur l'enquête interne ayant pour but de révéler qui est la taupe à France Télévisions, qui aurait renseigné un proche de Vincent Bolloré avant la diffusion

d'une enquête réalisée en 2016 pour Complément d'enquête ? Il nous assure qu'il le fera. Nous le lui rappellerons si besoin...



Autre point à l'ordre du jour

Nous avons également évoqué la situation d'un salarié qui travaille à Malakoff mais qui dépend du périmètre « Technologie » du Siège. En l'état actuel des informations, il s'agit d'une suspicion de tentative de suicide. Les élus du Siège ont voté le principe d'une enquête interne conjointe avec les élus de Malakoff et la direction. Nous n'en dirons pas plus par souci de confidentialité et par respect du salarié qui a depuis repris en partie son poste.

Par ailleurs, vos élus SNJ ont renvoyé à la Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail un **projet pharaonique de déménagement** à la direction générale, au secrétariat général, à la DRH, à la finance, à la Fabrique, et à la direction du numérique. Les responsables du projet voulaient nous imposer une trop courte discussion lors de cette séance déjà bien fournie alors que ces déménagements concernent près de 1000 personnes ! Soyons sérieux, on sait que les déménagements ne sont jamais innocents dans notre entreprise, alors prenons le temps de tout étudier, les bons plans comme les mauvais plans.

Enfin, la direction a confirmé que **les badges d'accès aux différents sites du siège allaient être changés** ! Les sésames actuels ne sont pas assez fiables, a reconnu la responsable de la Sécurité du groupe, Muriel Sobry. Cet immense chantier de remplacement commencera à la mi-mars. Nous sommes dans l'obligation de croire ce qu'on nous dit, mais a priori rien de répréhensible coté données personnelles contenues dans les futurs badges.

Cette mandature est terminée... Les clientélistes ont encore frappé pendant cette séance... Critiquant tout dans leurs préalables, mais remerciant la direction pendant les débats, enfin quand ils s'expriment. D'autres continuent de nous considérer comme corporatistes (alors que nous ne cessons de démontrer le contraire), là aussi quand ils sont présents en séance !

Vos élus SNJ, fidèles à vos suffrages ont été présents tout au long de cette mandature.

La voilà terminée, et la prochaine arrive.

Dès le 10 mars prochain, **votez SNJ**, pour nous permettre de prolonger ce travail afin de **vous représenter** et de **vous défendre** !

Vos élus et représentant syndical au siège



Serge Cimino (titulaire)



Béatrice Gelot (titulaire)

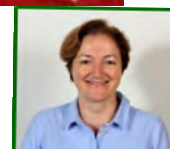


Dominique Bonnet (titulaire)

Antoine Chuzeville (suppléant)



Sophie Guillaumin (suppléante)



Francis Mazoyer (RS)

